

ELECTIONS PRESIDENTIELLES 2012 : L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ENTRE DANS LE DEBAT

Paris, le 25 octobre 2011 – A l'occasion de la conférence de presse de lancement de la 4^e édition du Mois de l'Économie Sociale et Solidaire, en présence de Bruno Solo, Jean-Louis CABRESPINES, Président du Conseil National des Chambres Régionales de l'Économie Sociale (CNCRES) a présenté en avant-première quelques propositions qui seront faites aux candidats à l'élection présidentielle dès novembre prochain.

Les 1500 manifestations qui seront organisées en Novembre prochain pendant la 4^e édition nationale du Mois de l'Économie Sociale et Solidaire sont autant de preuves concrètes que cette autre forme d'économie est possible, ce sont autant de raisons pour les candidats à la présidentielle de prendre en compte les propositions faites par ce secteur. Parmi les mesures phares :

1. **Représenter les syndicats d'employeurs de l'économie sociale et solidaire** dans les instances de dialogue social, au niveau territorial et national.
2. **Réduire les écarts de rémunération** dans les entreprises en fixant notamment une échelle des salaires raisonnée et raisonnable dans chaque secteur.
3. **Répartir équitablement les résultats excédentaires** dans les entreprises entre investissement pour le développement, rémunération du travail et redistribution aux sociétaires ou associés.
4. **Soutenir la reprise d'entreprises sous forme coopérative, les entreprises sans capitaux et plus largement l'innovation sociale** dans les politiques publiques, nationales et européennes...
5. **Développer des pôles territoriaux de coopération économique** entre entreprises de l'économie sociale et solidaire pour mutualiser emplois et activités.
6. **Enseigner l'économie sociale et solidaire** à l'école, à l'Université, en formation initiale et continue.

« Nous avons à convaincre ceux qui vont se présenter aux prochaines élections présidentielles et législatives, qu'un autre modèle économique est possible et qu'ils trouveront, au sein de l'Économie Sociale et Solidaire, des acteurs qui sauront partager leurs savoirs pour une nouvelle économie au service des personnes et de leurs besoins sociaux. Ils auront à nous dire ce qu'ils veulent faire et comment est prise en compte l'ESS dans leur vision de l'économie » conclut Jean-Louis CABRESPINES, Président du CNCRES.

Ces propositions vont dans le sens de la loi-cadre initiée par le gouvernement en juin 2011, qui devrait entrer en application en 2012 et permettre ainsi au secteur de bénéficier d'un périmètre d'application favorable à leur bonne mise en œuvre.

Jean-Louis Cabrespines rappelle enfin que les acteurs de l'ESS s'opposent fermement au prélèvement d'une taxe complémentaire sur les mutuelles, ainsi qu'à la réduction des financements des associations à qui on demande cependant de remplir les mêmes missions de service public.

Plus d'infos sur www.lemois-ess.org